

La Nouvelle-Calédonie a besoin de la solidarité de la Nation

Cette semaine, une délégation transpartisane rassemblant les élus de la Nouvelle-Calédonie est à Paris. Elle vient rappeler au Gouvernement et au Parlement une réalité que nul ne peut ignorer : après les terribles émeutes de mai 2024, la Nouvelle-Calédonie traverse une crise économique, sociale et institutionnelle d'une gravité exceptionnelle.

Je veux saluer le courage et la dignité des Calédoniens, qui, depuis plus de deux ans, font preuve d'une résilience remarquable face aux épreuves. Je veux également saluer la responsabilité des élus du territoire, qui ont engagé des réformes profondes et difficiles pour tenter de redresser une économie durement frappée.

Mais les efforts des Calédoniens et de leurs élus ne peuvent suffire.

La Nouvelle-Calédonie est une terre de France. Elle ne peut être abandonnée au moment où elle traverse l'une des crises les plus graves de son histoire récente.

La France doit être au rendez-vous. Elle doit permettre à ce territoire français de reconstruire son économie, de préserver sa cohésion sociale et de redonner à sa jeunesse des perspectives.

La Nouvelle-Calédonie doit pouvoir se relever, retrouver la confiance et construire un avenir de paix, de prospérité et de stabilité au sein de la République.

Bruno Retailleau